

Le 10 Février 2009

Monsieur le Président de la République,

Nous, directeurs de 22 laboratoires de l'IN2P3, Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des particules du CNRS, avons été profondément blessés et scandalisés par les propos que vous avez tenus lors de votre discours du 22 Janvier.

Nous pensons d'abord aux 850 chercheurs et enseignants chercheurs et 1400 ingénieurs et techniciens de cet institut qui travaillent au sein de ses 19 unités mixtes de recherche CNRS-Universités et/ou grandes écoles, ou de ses 5 unités propres ou mixtes de service du CNRS avec une compétence et un dévouement remarquables pour réaliser de grands projets scientifiques qui défient l'imagination. Quel contraste entre vos propos dégradants et le caractère exceptionnel de leurs réalisations, comme les contributions françaises au programme LHC du CERN dont toute la communauté internationale reconnaît qu'elles n'ont rien à envier à celles de nos collègues étrangers, fussent-ils britanniques. D'autres exemples ne manquent pas, comme la construction de SPIRAL2 au GANIL qui met la France au tout premier plan de la recherche mondiale en physique nucléaire, des projets spatiaux comme les équipements embarqués sur les satellites FERMI-GLAST ou PLANCK, l'observatoire sous marin ANTARES ou encore le traitement de cancers par hadron thérapie, directement issu de la technologie mise en œuvre dans notre discipline.

Tous nos projets sont internationaux et c'est tous les jours que l'évaluation de nos mérites se fait au sein de ces grands projets où collaboration rime toujours avec compétition. Ces projets font également l'objet d'examens très sélectifs dans les grands laboratoires internationaux où ils sont installés et mis en oeuvre. Aussi, votre affirmation que nous serions hostiles à toute forme d'évaluation est non seulement injurieuse mais totalement infondée. Nous tenons à vous rappeler que notre métier est par essence évalué en permanence: par nos communications scientifiques (publications dans des revues internationales, communications à des congrès ...), par les demandes de contrats de recherche nationaux ou internationaux et ensuite par le Comité National de la Recherche Scientifique ainsi que maintenant par l'AERES dont les membres sont issus de l'ensemble de la communauté scientifique française. Est-il nécessaire de vous rappeler que l'évaluation par les pairs de façon collégiale est pratiquée dans tous les pays ayant une recherche de dimension internationale ?

Vous considérez que les récompenses prestigieuses attribuées à des chercheurs cachent une recherche pratiquée par une majorité de médiocres et de fainéants. Quel est donc ce mépris pour toute une profession ? Il faut rappeler que l'émergence de résultats exceptionnels est le fruit du travail quotidien et à long terme de l'ensemble des acteurs de la recherche: les chercheurs,

enseignants-chercheurs, doctorants ou post-doctorants mais aussi tout particulièrement les ingénieurs, techniciens et administratifs qui jouent un rôle essentiel dans l'élaboration, la mise en place et l'exploitation de projets qui permettent d'y aboutir.

Il est vraiment regrettable de constater que le gouvernement engage des réformes de fond en s'appuyant sur une analyse erronée de la situation de la recherche publique française et qu'il se contente de désigner des boucs émissaires. Nos projets ont une durée de vie parfois supérieure à 25 ans, une durée très longue comparée à celle de la vie politique. Ainsi, le LHC depuis sa conception en 1984, a vu passer 3 présidents de la République, 11 premiers ministres et plus de 20 ministres de la recherche. C'est donc bien plus de continuité dans l'effort public de recherche dont la science française a besoin que de changements brusques et intempestifs.

Nous sommes profondément attachés aux missions essentielles du CNRS, faire progresser le champ des connaissances dans toutes les disciplines, valoriser et diffuser les avancées scientifiques et techniques, contribuer à la formation par la recherche. Ce rôle central du CNRS nous paraît l'indispensable complément de la montée en puissance des Universités que nous soutenons. La transformation du CNRS en simples agences de moyens n'est pas compatible avec ces missions. Les réflexions menées au sein de notre communauté ont permis de dégager les propositions de changement qui nous apparaissent nécessaires. Il est dommage pour l'avenir de la recherche en France que vous restiez indifférent à toutes ces propositions.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

Les directeurs de laboratoires de l'IN2P3 : Alain Baldit (LPC, Clermont-Ferrand), Pierre Binétruy (APC, Paris), Dominique Boutigny (CC_IN2P3, Lyon), Jean-Claude Brient (LLR, Palaiseau), Phippe Brion (ULISSE, Annecy), Yves Charon (IMNC, Orsay), Gabriel Chardin (CSNSM, Orsay), Alain Falvard (LPTMA, Montpellier), Raffaele Flaminio (LMA, Lyon), Dominique Guillemaud-Mueller (IPN, Orsay), Bernard Haas (CENBG, Bordeaux), Renaud Huynh (Musée Curie, Paris), Bernard Ille (IPNL, Lyon), Eric Kajfasz (CPPM, Marseille), Yannis Karyotakis (LAPP, Annecy), Serge Kox (LPSC, Grenoble), Didier Lacour (LPNHE, Paris), Denis Linglin (MIND, Archamps), Jacques Martino (SUBATECH, Nantes), Fabrice Piquemal (LSM, Modane), Jean-Claude Steckmeyer (LPC, Caen), Guy Wormser (LAL, Orsay)